

- Faculté de droit
- www.unine.ch/droit

Introduction au droit collectif français du travail dans le contexte des travailleuses et travailleurs des plateformes numériques

Filières concernées	Nombre d'heures	Validation	Crédits ECTS
Master bilingue en droit	Cours: 14 pg	Voir ci-dessous	2
Master en droit	Cours: 14 pg	Voir ci-dessous	2

ph=période hebdomadaire, pg=période globale, j=jour, dj=semi-jour, h=heure, min=minute

Période d'enseignement:

- Semestre de printemps

Equipe enseignante

Laurent Gamet, professeur invité

Contenu

Le cours comportera deux parties principales.

La première partie permettra de définir les grands principes du droit français de l'action collective (négociation collective et droit de grève) et d'exposer comment les rapports collectifs sont envisagés dans l'économie 4.0.

La seconde partie sera l'occasion d'étudier comment les grands principes du droit de l'action collective sont mise en pratique.

Le cours sera donné selon le planning suivant :

Jeudi 20 mars, 7 heures de cours (cadre théorique)

- Grands principes du droit français de l'action collective (négociation et grève) (4 heures)
- Les rapports collectifs de travail 4.0 (3 heures)

Vendredi 21 mars, 7 heures de cours (application pratique)

- Illustration des principes du droit français de l'action collective (négociation et grève) (4 heures)
- Illustration des rapports collectifs de travail 4.0 (3 heures)

L'enseignement sera organisé à partir de lectures, de résolutions de cas pratique et de commentaires de décisions.

Forme de l'évaluation

Exposé oral de 15 minutes sur un thème du cours. En cas d'échec, contribution écrite (env. 1000 mots) sur un thème donné.

Objectifs d'apprentissage

Au terme de la formation l'étudiant-e doit être capable de :

- Connaître les distinctions et éléments principaux du droit collectif français du travail
- Résoudre des cas pratiques basés sur le droit français
- Appliquer les connaissances acquises pour résoudre des questions complexes en lien avec la matière enseignée
- Identifier les points communs et les différences entre les droits collectif et français du travail

Compétences transférables

- Utiliser les connaissances acquises dans le contexte de cas pratiques
- Communiquer oralement les résultats d'une analyse
- Présenter une analyse juridique critique
- Rechercher des sources légales et jurisprudentielles françaises